

ANSD

REPUBLIQUE DU SENEGAL

MINISTERE DE L'ECONOMIE, DU PLAN ET DE LA COOPERATION

AGENCE NATIONALE DE LA STATISTIQUE
ET DE LA DEMOGRAPHIE

SITUATION ECONOMIQUE ET SOCIALE DU SENEGAL 2019

Janvier 2022

Directeur Général, Directeur de publication	Allé Nar DIOP
Directeur Général Adjoint	Abdou DIOUF
Directeur des Statistiques Economiques et de la Comptabilité Nationale	Mamadou Ngalgou KANE
Directeur des Statistiques Démographiques et Sociales	Samba NDIAYE
Directeur du Management de l'Information Statistique	Oumar FALL
Directeur de l'Administration Générale et des Ressources Humaines (p.i.)	Hawa SAMBA
Directeur de l'Ecole nationale de la Statistique et de l'Analyse économique (ENSAE, Pierre NDIAYE)	Idrissa DIAGNE
Agent Comptable (AC)	Papa Amadou Moustapha NIANG
Chef de la Cellule de Programmation, d'Harmonisation, de Coordination Statistique et de Coopération Internationale (p.i.)	Meissa NDOUR

COMITE DE LECTURE ET DE CORRECTION
Assane THIOUNE, Jean Rodrigue MALOU, El Hadji Malick GUEYE, Mamadou Ngalgou KANE, Macoumba DIOUF, Jean Pierre Diamane BAHOM, Samba NDIAYE, Insa SADIO, Mamadou AMOUZOU, Momath CISSE, Mamadou BAH, Alain François DIATTA, Ndeye Binta DIEME COLY, Awa CISSOKHO, Bintou DIACK, Nalar K. Serge MANEL, Ramlatou DIALLO, Djiby DIOP, Omar SENE, Mamadou BALDE, Jean Paul DIAGNE, Woudou DEME KEITA, Oumy DIOP, Mamadou DAFFE.

COMITE DE REDACTION	
0. PRESENTATION DU PAYS	Djiby DIOP
1. ETAT ET STRUCTURE DE LA POPULATION	Maguette SARR/Khady BA
2. EDUCATION	Alioune TAMBOURA / Fatimatou SY
3. EMPLOI	Tidiane CAMARA /Serge MANEL
4. SANTE	Amy Collé CISSE
5. JUSTICE	Maguette SARR
6. ASSISTANCE SOCIALE	Fatimatou SY /Alioune TAMBOURA
7. EAU ET ASSAINISSEMENT	Ndeye Binta DIEME
8. AGRICULTURE	Kandé CISSE
9. ENVIRONNEMENT	Mouhamadou Bassirou DIOUF
10. ELEVAGE	Bintou Diack LY/ Penda AMAR
11. PECHE ET AQUACULTURE	Khadim SOURANG
12. TRANSPORT	Jean Paul DIAGNE
13. BTP	Madiaw DIBO
14. PRODUCTION INDUSTRIELLE	Mamadou THIOUB/Ramlatou DIALLO
15. INSTITUTIONS FINANCIERES	Abdou Aziz DIOUF
16. COMMERCE EXTERIEUR	El Hadj Omar Senghor/ Sophie DIOP
17. COMPTES ECONOMIQUES	Adama SECK
18. PRIX A LA CONSOMMATION	El Hadji Malick CISSE / Baba NDIAYE
19. INDICE DU COUT A LA CONSTRUCTION	Mor LÔ/ Ndeye Mareme dit Maguette DIOP
20. PRIX DES SERVICES	Muhamed NDIAYE / Mamadou THIOUB
21. FINANCES PUBLIQUES	Hamady DIALLO/ Abdoul Aziz DIAW
22. MINES, CARRIERES ET ENERGIE	Woudou DEME KEITA

<p>AGENCE NATIONALE DE LA STATISTIQUE ET DE LA DEMOGRAPHIE</p> <p>Rocade Fann Bel-air Cerf-volant - Dakar. B.P. 116 Dakar R.P. - Sénégal</p> <p>Téléphone (221) 33 869 21 39 / 33 869 21 60 - Fax (221) 33 824 36 15</p> <p>Site web : www.ansd.sn ; Email: statsenegal@ansd.sn</p> <p>Distribution : Division de la Documentation, de la Diffusion et des Relations avec les Usagers</p> <p>ISSN 0850-1491</p>
--

Introduction

Le secteur des Bâtiments et Travaux Publics (BTP) occupe une place prépondérante dans l'économie Sénégalaise du fait de sa part dans le PIB et du nombre important d'acteurs dans ce secteur. Les activités des BTP sont principalement la conception, la construction, la déconstruction, la réhabilitation, l'entretien et la dépollution des ouvrages publics et privés. Elles sont réparties en deux groupes à savoir les constructions résidentielles (immeubles, villas, etc.) et les constructions non résidentielles. Ces dernières comprennent, entre autres, les infrastructures de transport (routes, voies ferrées, ports, aéroports, etc.), les infrastructures urbaines (centres commerciaux, monuments, etc.), les constructions industrielles (usines, entrepôts, réservoirs, etc.) et hydrauliques (barrages, digues, etc.).

L'offre sur le marché des BTP est faite par les sociétés et les ménages. Les sociétés sont réparties en deux catégories à savoir les grandes entreprises s'affairant, notamment, dans le gros-œuvre et les petites et moyennes structures assurant la sous-traitance et le second œuvre. Les ménages (unités de production individuelle) s'activent principalement dans l'offre des constructions à usage d'habitation. Les exigences des normes de construction et de capacités techniques et matérielles dans le secteur des BTP rendent l'entrée très sélective. En particulier, les spécifications techniques requises pour la réalisation de certains ouvrages qui sont contraignantes (routes, aéroports, ponts, grands immeubles, etc.) font que les entreprises pouvant répondre aux besoins sont en nombre limité. La demande est structurée à travers l'Etat pour les infrastructures publiques, les entreprises pour les infrastructures urbaines (centres commerciaux, etc.) et industrielles (usines, laboratoires, etc.) ainsi que les ménages (individuellement ou collectivement à travers des coopératives d'habitat) pour les constructions à usage d'habitation.

Ce chapitre vise à faire l'économie des activités des BTP en 2019. Les différentes parties étudiées portent sur :

- les indicateurs macroéconomiques issus des comptes nationaux annuels ;
- les réalisations, projets et programmes en cours dans le secteur routier, ainsi que la situation de l'exécution financière et budgétaire de l'AGEROUTE ;
- les projets portant sur d'autres infrastructures majeures.

XIII.1. LES INDICATEURS MACROECONOMIQUES DES BTP

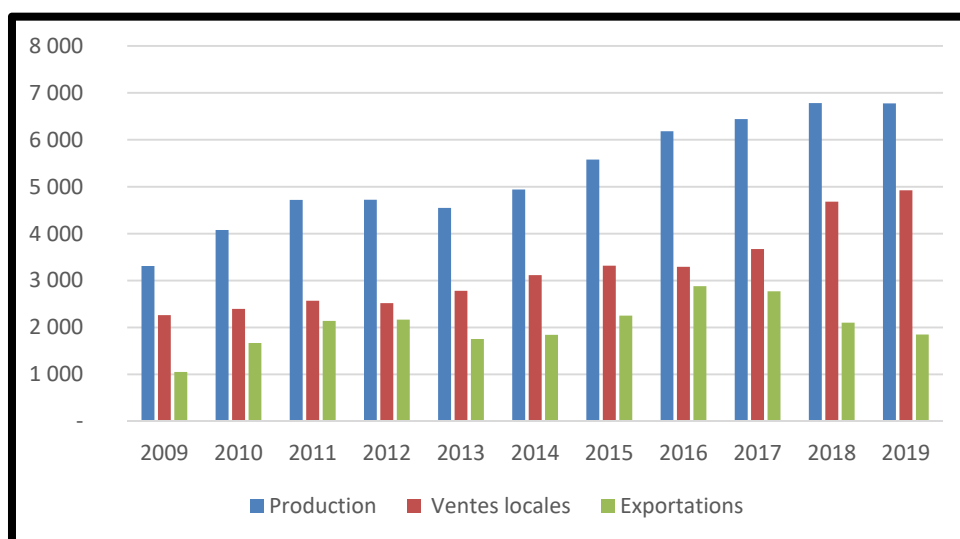
XIII.1.1. LES MATERIAUX DE CONSTRUCTION

L'estimation de la construction requiert des informations sur l'utilisation des matériaux de construction. La production en volume de la branche « Matériaux de Construction » a connu une faible progression de 0,2% en 2019.

Le ciment qui domine les matériaux de construction, a enregistré une diminution de sa production en quantité de 0,1% en 2019 pour s'établir à 6 775 mille tonnes. Cette évolution s'est traduite par la poursuite de la baisse des exportations de 11,9% à la suite de celle de 2018 de 24,1%. En revanche, les ventes locales de ciment ont progressé de 5,2% pour s'établir à 4 924 mille tonnes.

S'agissant de l'orientation des exportations de ciment, le Mali demeure le principal client du Sénégal avec 86,4% du total des quantités exportées de ciment (voir en annexe tableau 2).

Graphique XIII-1 : Niveau de la production et des ventes de ciment (milliers de tonnes)¹



Source : DPEE. Tableau de bord

¹ La différence entre la production et la somme des ventes résulte des mouvements de stocks (stockage, déstockage).

XIII.1.2. LA CONSTRUCTION

La valeur ajoutée (VA) en valeur de la branche « construction » a atteint 386,2 milliards FCFA en 2019, représentant 2,8% du PIB.

L'activité de construction s'est accélérée en 2019 avec une croissance de 13,3% de sa valeur ajoutée en volume, après 5,7% en 2018. Ces performances sont en liaison avec la bonne tenue des ventes locales de ciment, imputable à la poursuite des grands travaux de l'Etat et au renforcement de la demande intérieure privée.

Tableau XIII-1 : Valeur ajoutée des activités de construction (milliards FCFA aux prix courants)

	2 015	2 016	2 017	2 018	2 019
VA construction	234,8	305,5	334,8	350,9	386,2
VA secondaire	2 478,6	2 634,0	2 838,0	3 083,3	3 153,7
PIB	10 508,7	11 283,4	12 191,8	12 840,1	13 655,4

Source : ANSD. Comptes nationaux définitifs 2018 et provisoires 2019.

Tableau XIII-2 : Valeur ajoutée aux prix de 2014 de la construction (milliards FCFA)

	2 015	2 016	2 017	2 018	2 019
VAB construction	269,8	284,8	330,2	349,1	395,6
Evolution	15,5%	5,6%	15,9%	5,7%	13,3%

Source : ANSD. Comptes nationaux définitifs 2018 et provisoires 2019.

XIII.2. REALISATIONS, PROJETS ET PROGRAMMES DANS LE SECTEUR DES BTP

Le développement des BTP au Sénégal est du ressort à la fois des secteurs public et privé. Le Gouvernement du Sénégal a poursuivi, en 2019, ses programmes phares de construction de logements pour l'habitat social et les travaux de génie civil (routes, chemins de fer, etc.). Les réalisations de logements pour l'habitat social l'ont été, en partie, en collaboration avec le secteur privé.

XIII.2.1. CONSTRUCTION RESIDENTIELLE

La construction de logements est faite par les ménages, pour compte propre en général et les promoteurs privés et publics.

Les structures publiques qui sont des acteurs majeurs dans la construction sont la Société Nationale d'Habitat à Loyer Modéré (SNHLM), la Société Immobilière du Cap-

Vert (SICAP) et la Caisse de Dépôts et de Consignation (CDC). De plus, l'Institution de Prévoyance Retraite du Sénégal (IPRES) et la Caisse de Sécurité sociale (CSS) ont des programmes d'habitats de grande envergure.

L'année 2019 est marquée par la poursuite des programmes de construction d'habitats. Ces programmes sont répartis selon les composantes suivantes :

- **la composante PUD-Pôle Urbain de Diamniadio** : le Pôle Urbain de Diamniadio (PUD) est le projet de ville nouvelle et moderne à aménager pour désengorger la ville de Dakar ;
- **la composante CDC-Bambilor** : ce projet immobilier de la Caisse de Dépôt et de Consignation (CDC) vise à développer un programme de logements de qualité à des prix très accessibles ;
- **la composante Cité de l'Émergence** : un nombre de 700 unités de logement, en R+11, est en cours sur une superficie dépassant les 2 hectares dans la ville de Dakar ;
- **la composante SN-HLM** : cette composante, sous le pilotage de la Société Nationale des Habitations à Loyer Modéré (SN-HLM), vise à mettre à la disposition des sénégalais plus de 20 000 unités d'habitation à l'horizon 2021, avec un volet social important, et pratiquement sur l'ensemble des régions du Sénégal ;
- **la composante Sicap-SA** : cette composante, mise en œuvre par la Société Immobilière du Cap-Vert (Sicap-SA), consiste à finaliser 10 000 unités d'habitation à l'horizon 2025, avec un volet social important, à Dakar et dans certaines régions du Sénégal.
- **les autres programmes d'habitation** sont réalisés par l'IPRES et la CSS.

XIII.2.2. CONSTRUCTION NON RESIDENTIELLE

La construction non résidentielle porte essentiellement sur les infrastructures routières, aéroportuaires, portuaires et ferroviaires, les ouvrages d'art, les bâtiments et édifices à accès public.

XIII.2.3. INFRASTRUCTURES ROUTIERES¹

Pour doter le Sénégal d'infrastructures structurantes aux meilleurs standards, le Gouvernement met en œuvre des projets importants à travers le Ministère des Infrastructures, des Transports terrestres et du Désenclavement. A ce titre, l'AGEROUTE qui pilote une bonne partie de ces projets, joue un rôle capital dans le renforcement des infrastructures routières sur l'ensemble du territoire national.

Durant l'année 2019, il est noté l'achèvement de certains projets d'aménagement, de réhabilitation de routes ou de pistes et la poursuite d'autres projets. De plus, le démarrage de nouveaux projets est enregistré. L'état d'avancement des travaux se présente comme suit :

a) Les travaux achevés en 2019

En 2019, plusieurs grands projets ont été achevés en vue de renforcer la mobilité urbaine et inter urbaine. Ces projets constitués pour l'essentiel d'axes stratégiques vont redynamiser les échanges économiques et commerciaux dans les différentes zones d'intervention. Les travaux achevés en 2019 ont porté sur :

- l'aménagement de la Boucle du Boudier (Sédhiou-Kamoya-Marsassoum (54 km) et de la piste Sédhiou-Bambali-Djibabouya-Marsassoum ;
- la réhabilitation et le bitumage de la route Lompoul-Léona (y compris des pistes de production) pour un linéaire de 33 km ;
- la réhabilitation et le bitumage de la route Potou-Gandiol pour un linéaire de 27 km ;
- l'aménagement de voiries urbaines en pavés à Dakar en connexion à la route des Niayes dans les zones : Parcelles Assainies, Pikine, Sanglakam, Keur Ndiaye Lo pour un linéaire de 15 km ;
- l'aménagement de voiries urbaines en pavés à Dakar en connexion à la route des Niayes dans les zones : Guédiawaye, Grand Yoff, Patte d'Oie sur une longueur de 15 km ;
- la réhabilitation de la route Ourosogui-Hamady Ounaré pour 52 km ;
- la réhabilitation de la route Dialakoto Mako : Section Pk120-Mako pour un linéaire de 63 km ;
- la réhabilitation de la Nationale 2 : section Ourosogui-Hamady Ounaré 52 km.

¹ Cette partie s'appuie sur les informations fournies par l'Ageroute dans son Rapport d'activités de 2019.

b) Les travaux en cours en 2019

En 2019, un important lot de projets était en cours de réalisation. Globalement, la réalisation des projets progressait convenablement malgré les difficultés budgétaires. Les travaux en cours sont présentés comme suit :

- réhabilitation de la Nationale 2 Ndioum-Thilogne : Sections Ndioum – Ourossogui, Hamady Ounaré-Bakel et Kidira ;
- aménagement d'axes routiers dans l'île à Morphile : Ndioum- Halwar-Démeth, Podor-Tarédji, voiries Ndioum et Podor ainsi que carrefour National 2 Médina Ndiatbé-Cas-Cas-Saldé-Pété ;
- aménagement de la Voie de Dégagement Nord (CICES-Golf Club de Guédiawaye), de la Boucle du Blouff (Balinghor- Koutenghor), de la Boucle du Fouladou, de la route Kédougou-Salémata, de la route Kaffrine-Nganda et de la liaison avec la Gambie ;
- travaux d'élargissement et d'aménagement de la route des Niayes ;
- conception et réalisation de 13 autoponts à Dakar ;
- programme de modernisation des villes du Sénégal (Promovilles avec le financement de la Banque africaine de Développement (BAD) et de la Banque islamique de Développement (BID)).

c) Exécution budgétaire et financière

Le budget consolidé définitif (AGEROUTE et Unités de Gestion) pour l'exercice 2019 est équilibré en recettes et en dépenses à la somme de 396 milliards de FCFA. Le budget est réparti entre le fonctionnement et l'équipement d'AGEROUTE (7,2 milliards FCFA), d'une part, et les investissements (388,8 milliards FCFA) de l'Etat et des Partenaires techniques et financiers (PTF), d'autre part.

Le budget d'investissements (388,8 milliards FCFA) (Etat et PTF) est composé des financement des PTF pour un montant de 261,8 milliards FCFA (67,4%), du Programme d'Entretien routier annuel (PERA) pour 53,4 milliards FCFA (13,7%), du Budget consolidé d'Investissement (BCI) pour 45,8 milliards (11,8%) et les chèques Trésor pour 27,8 milliards FCFA (7,1%).

L'exécution du budget d'investissement est réalisée à hauteur de 74,6 % en recettes (290,2 milliards FCFA) et de 67,7% en dépenses (263,2 milliards FCFA).

En recettes, les recouvrements ont atteint 77,3% pour les PTF (202,2 milliards FCFA), 59,9% pour le PERA (32,0 milliards FCFA), 87,4% pour le BCI (40,0 milliards FCFA) et 50,1% pour les chèques Trésor (13,9 milliards FCFA).

En dépenses, les réalisations sont évaluées à 67,2% pour les PTF (175,9 milliards FCFA), 46,1% pour le PERA (24,6 milliards FCFA), 93,3% pour le BCI (42,7 milliards FCFA) et 71,7% pour les chèques Trésor (19,9 milliards FCFA).

A fin décembre 2019, le montant des disponibilités était de 3,5 milliards FCFA.

L'exécution budgétaire et financière a eu comme principales difficultés : (i) l'insuffisance de ressources budgétaires pour certains projets et (ii) le retard accusé dans la mobilisation des ressources et dans le paiement des décomptes des entreprises et missions de contrôle.

XIII.2.4. AUTRES INFRASTRUCTURES

XIII.2.4.1. cas du projet « Train express régional » (TER) et du Bus Rapid Transit (BRT)

Le Gouvernement continue de renforcer les infrastructures pour améliorer davantage la mobilité des personnes et des biens, en particulier dans la région de Dakar. A ce titre, il a mis en oeuvre des projets importants comme le Train Express Régional (TER) et les Bus Rapides sur Voies Réservées (Bus Rapid Transit en anglais : BRT).

Le projet Train Express Régional (TER) a pour objectif principal de mieux connecter la capitale avec le reste du Sénégal et de s'orienter vers les réseaux de chemins de fer internationaux. Le projet est réparti en deux tronçons, avec 14 haltes et gares. Le premier tronçon de 36 km va de Dakar à Diamniadio et le second tronçon de 19 km reliera cette dernière à l'aéroport international Blaise Diagne.

Les réalisations effectuées ont permis de faire circuler un train inaugural le 14 janvier 2019. Toutefois, la date de mise en service pour les voyageurs n'est pas encore effective, en raison de la nécessité de compléter les infrastructures et d'opérer les tests suffisants pour assurer la sécurité du TER. L'année 2019 a été marquée par la poursuite des travaux de ce projet.

Concernant le Bus Rapid Transit (BRT) qui est un projet de Bus à haut niveau de service, il vise à augmenter le niveau de service en améliorant la qualité et le confort du déplacement et à optimiser au mieux l'exploitation commerciale. Il est prévu sur un linéaire de 18,3 km allant de la Préfecture de Guédiawaye à la gare routière de Petersen dans le quartier du Plateau, pour un financement global de 306 milliards de FCFA. Le lancement des travaux a été effectué le mardi 29 octobre 2019.

Conclusion

L'activité du secteur des BTP (fabrication de matériaux de construction et construction) s'est accélérée en 2019, avec notamment une croissance en volume de la VA de la construction de 13,3 % contre 5,7% en 2018.

Pour les matériaux de construction, la production de ciment a connu un repli de 0,1% en 2019, traduisant le fléchissement des exportations de 11,9%. Toutefois, il est enregistré un accroissement des ventes locales (+5,2%).

Au titre des infrastructures, il est noté en 2019 la finalisation d'importants travaux, notamment l'aménagement de voiries urbaines en pavées à Dakar, la réhabilitation de routes pour un total de plus de 175 km. De plus, l'exécution du projet du TER a considérablement progressé et celui du BRT est lancé en octobre 2019.